

**25 avril 1997, Toronto**

**Allocution à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire du Canadian Club**

Je suis ravi d'être le dernier orateur invité dans le cadre de votre série des premiers ministres. C'est un service public notable de la part du Canadian Club de m'avoir invité, de même que tous les anciens premiers ministres encore vivants, à prendre la parole dans le cadre de cette série qui souligne le centième anniversaire de la fondation du Canadian Club, à Toronto. Chacun de mes prédécesseurs qui s'est adressé à vous, qu'on soit d'accord ou non avec toutes ses opinions, est une personne qui a apporté sa contribution au Canada et essayé à sa manière d'en faire un pays meilleur. Chacun a prouvé que le service public est une noble vocation. Chacun mérite notre reconnaissance et notre respect.

L'existence du Canadian Club de Toronto se confond avec une bonne partie de l'histoire de notre pays. Il a été témoin de la croissance et du développement du Canada et du fait que celui-ci a toujours su relever le défi du changement. Le Canada a été fondé sur un compromis explicite visant à protéger les différences de langue, de religion et de culture. Cette approche fondamentale a conditionné le reste de notre histoire. La mosaïque canadienne est très différente du creuset ethnique américain. Nous avons établi notre propre identité dans la partie septentrionale de l'Amérique du Nord.

En 1900, sir Wilfrid Laurier avait comparé le Canada à une cathédrale gothique faite de granit, de marbre, de chêne et d'autres matériaux, qu'il avait visitée en Angleterre. Il avait dit ceci : « Cette cathédrale est l'image du pays que, je l'espère, le Canada deviendra. Aussi longtemps que je vivrai, aussi longtemps que je pourrai travailler au service de mon pays, je repousserai l'idée de modifier la nature de ses différents éléments. Je veux que le marbre reste marbre, que le granit reste granit, que le chêne reste chêne; je veux utiliser tous ces éléments pour bâtir une nation qui sera à la tête des grandes puissances du monde. »

Laurier a en effet bien bâti. Près de 100 ans plus tard, le président des États-Unis, Bill Clinton, allait déclarer au Parlement du Canada, et je cite : « Dans un monde assombri par des conflits ethniques qui déchirent littéralement des nations, le Canada nous a donné à tous un exemple de la façon dont des gens de cultures différentes peuvent vivre et travailler ensemble dans la paix, la prospérité et le respect. » En accueillant, au cours des 100 dernières années, des millions de gens de langues, de religions et de milieux différents venus de toutes les régions du monde, nous avons bâti un pays où tous avaient des perspectives d'avenir. Les Canadiens estiment aujourd'hui que nos deux langues officielles et notre patrimoine multiculturel sont de grandes sources de richesse pour notre société et, en fait, un modèle pour le prochain siècle.

Il y a deux jours, nous avons célébré le centième anniversaire de la naissance de Lester Pearson. Bien sûr, le fait que M. Pearson soit le seul premier ministre du Canada à être né à Toronto est une des raisons pour lesquelles il est notable dans cette ville. Je sais qu'il peut sembler remarquable qu'une grande ville comme Toronto ait engendré un seul premier ministre. Mais, il en va de même de Shawinigan... J'ai été élu au Parlement l'année où M. Pearson est devenu premier ministre. Nous étions très différents l'un de l'autre. M. Pearson était un anglophone qui parlait à peine le français; fils et petit-fils de ministre méthodiste, c'était un grand diplomate qui choisissait soigneusement ses mots. Lorsque j'ai fait sa

connaissance, en 1963, je parlais à peine l'anglais et je n'étais certainement pas méthodiste; et, d'après Aline, je ne choisisais pas toujours mes mots avec soin. J'étais jeune et lui ne l'était pas, mais j'ai vite découvert que son cœur et son esprit étaient toujours du côté des jeunes. Il voulait faire du Canada un pays plus juste, plus tolérant et plus généreux pour les générations futures de Canadiens, indépendamment de leur ascendance.

Tel doit toujours être notre but. Il a eu le courage de transformer son pays par rapport à ce qu'il était auparavant. Lorsque je suis arrivé à Ottawa, un francophone se sentait trop souvent comme un étranger dans la capitale de son pays. Aujourd'hui, nous avons une capitale bilingue et biculturelle où deux grandes langues, le français et l'anglais, coexistent. Quand je suis arrivé à Ottawa, le pavillon de la marine marchande britannique surmontait les édifices du Parlement. Aujourd'hui, notre propre drapeau, symbole de fierté nationale que nous a légué M. Pearson, flotte au-dessus des édifices Parlement.

Quand je suis arrivé à Ottawa, nous n'avions pas de régime de pensions du Canada fondé sur les contributions des citoyens; nous n'avions pas de régime canadien de prêts aux étudiants, et nous n'avions pas non plus de régime de soins médicaux. Grâce à M. Pearson et à ses collègues, ces grands programmes sociaux sont maintenant en place. Nous devons aujourd'hui relever le défi de les maintenir, de les étendre et de les adapter aux besoins du XXI<sup>e</sup> siècle. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il n'existait ni régime de soins médicaux, ni pensions; il y avait peu d'universités et un grand nombre de petites villes. Mais les rêves étaient nombreux. Je ne sais pas à quoi rêvait le jeune Lester Pearson à Toronto, il y a un siècle, mais je sais qu'il en est venu à partager le rêve de Laurier de voir le Canada, au XX<sup>e</sup> siècle, prendre sa place parmi les nations du monde et diriger par la force de l'exemple, et non par le recours aux cuirassés et aux fanfaronnades. Nous, les Canadiens, avons vécu ce siècle, combattu lors de ses guerres, célébré la paix, partagé nos richesses, amélioré la vie de nos citoyens et gagné le respect du monde. Nous entreprendrons le nouveau siècle avec autant de confiance que Laurier en avait au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ce que nous avons partagé est le patrimoine dont nous avons hérité; ce que nous ferons ensemble sera ce que nous léguerons aux générations futures.

Nous sommes fermement attachés aux valeurs sociales et nous avons un sentiment profond de responsabilité sociale collective. C'est une des choses qui font du Canada un pays où il fait si bon vivre. Nous avons établi un régime public de soins de santé universel qui est devenu partie intégrante du tissu même de notre société. Nous ne croyons pas aux soins de santé à deux niveaux. Pour nous, l'accès au régime de soins de santé doit être déterminé strictement par les besoins médicaux de la personne, et non par la taille de son compte en banque.

Comme je l'ai dit, j'étais présent lorsque M. Pearson a instauré le régime de soins médicaux. Je veux être le premier ministre qui travaillera avec les Canadiens au cours des années à venir pour consolider, moderniser et étendre notre régime public de soins de santé universel de manière à répondre aux nouveaux besoins du XXI<sup>e</sup> siècle. Notre sentiment de responsabilité sociale se traduit par un engagement profond à assurer une retraite convenable à nos personnes âgées. Nombre de pays n'ont pas encore réussi à effectuer les réformes nécessaires pour garantir le maintien de leurs régimes publics de pensions au cours du prochain siècle. Je suis très fier du fait que nous, les Canadiens, avons récemment pu prendre les décisions difficiles requises pour assurer la modernisation et la

viabilité à long terme de notre régime public de pensions. Mais, tout comme des premiers ministres passés ont pris des mesures qui ont considérablement réduit la pauvreté chez les personnes âgées, je veux être le premier ministre qui travaillera avec les Canadiens pour venir à bout du grand défi social de l'heure, soit réduire la pauvreté des familles ayant des enfants.

Notre sentiment communautaire se trouve dans notre engagement à assurer la sûreté de nos quartiers et de nos villes. Une façon d'atteindre ce but consiste à profiter des leçons d'autres pays. Nous avons récemment adopté une des lois les plus strictes du monde occidental en matière de contrôle des armes à feu. Et je dois dire qu'en dépit du grand succès de l'ALENA, je suis très heureux que la National Rifle Association ait échoué dans sa tentative pour exporter certaines de ses compétences au Canada. Je sais qu'il y a aujourd'hui des dirigeants politiques qui souhaitent abroger la loi sur le contrôle des armes à feu. Mesdames, Messieurs, ce n'est pas le cas de votre premier ministre actuel.

En raison de notre sentiment communautaire et du fait que notre population est relativement peu nombreuse mais dispersée sur un vaste territoire, le gouvernement a joué un rôle important dans le développement de notre pays. Nous croyons que le gouvernement peut et doit être un agent de bien au sein de la société. Mais nous savons également que la seule façon dont un gouvernement peut se concentrer sur les besoins de l'avenir consiste à résoudre efficacement, au moment présent, les problèmes financiers hérités du passé.

Notre gouvernement est bien avancé dans la quatrième année de son mandat. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons fait face à d'énormes problèmes financiers. Un déficit représentant près de 6 % du produit national brut et des paiements d'intérêt sans cesse croissants limitaient sérieusement notre liberté de prendre des décisions au sujet de notre avenir collectif. Plus nous versions d'argent aux banques, moins il nous en restait pour les priorités chères aux Canadiens. Plus nous étions endettés, plus nos taux d'intérêt étaient élevés, moins nos gens d'affaires pouvaient investir, de telle sorte que le chômage dépassait les 11 % lors de notre arrivée au pouvoir.

Nous avons donc pris des mesures radicales et décidées. Notre bilan financier, qui était alors le pire du G-7 après celui de l'Italie, est maintenant le meilleur. D'ici la fin de la présente année financière, notre déficit sera inférieur à 2 % du produit national brut. Et dès 1998-1999, à supposer que nous mesurons nos comptes de la même manière que les autres pays occidentaux, nous serons le seul pays du G-7 dont les finances seront en équilibre. Et nos taux d'intérêt sont maintenant plus bas qu'ils l'ont été en l'espace de 35 ans.

Résultat des politiques économiques du gouvernement libéral : Le FMI place le Canada en tête des pays industrialisés dans ses prévisions économiques pour 1997-1998. Selon ces prévisions, l'économie canadienne connaîtra cette année, une croissance de 3,5 % et 3,4 % en 1998. Il y a deux jours, le directeur du FMI notait que les données de base sont solides et laissent espérer une bonne performance pour de nombreuses années. Il félicite le gouvernement canadien pour avoir créé l'atmosphère propice à la croissance.

Aujourd'hui, les commentateurs de la presse internationale qui, il y a quatre ans, qualifiaient le Canada de grand invalide sur le plan économique, parlent maintenant du « miracle canadien » et nous citent en exemple au reste du monde.

Quelle réalisation remarquable! Mais c'est beaucoup plus que la réalisation du gouvernement. C'est celle de toute une nation. Les Canadiens et Canadiennes souhaitent que cela se fasse. Leur discipline et leur engagement ont été à la base de ce beau travail. C'est à eux que revient par-dessus tout le mérite des progrès que nous avons accomplis. Le redressement de notre situation financière ne dégage pas le gouvernement de ses responsabilités. Il lui permet plutôt de s'acquitter de celles-ci. À mon avis, les gouvernements des pays occidentaux seront jugés non seulement d'après leur capacité de mettre de l'ordre dans leurs finances, mais aussi d'après les priorités qu'ils établiront une fois qu'ils disposeront de la marge financière voulue pour agir. Les priorités que se donne un gouvernement sont un reflet des valeurs auxquelles il adhère.

Dans notre dernier budget, nous avons commencé à prendre des mesures dans trois domaines prioritaires en vue de préparer notre pays au prochain siècle. Premièrement, nous avons commencé à affecter des ressources pour réduire la pauvreté des enfants; deuxièmement, afin de nous préparer à évoluer dans le contexte économique du XXI<sup>e</sup> siècle, nous avons affecté des ressources importantes aux postes de l'infrastructure de recherche et de développement de notre pays et de l'accès à l'instruction post-secondaire; troisièmement, nous avons consacré des ressources à la modernisation de notre régime public de soins de santé qui est si cher aux Canadiens et Canadiennes. Ces domaines continueront de représenter nos grandes priorités au fur et à mesure que nous disposerons d'une plus grande marge de manœuvre financière.

Nous n'avons pas achevé la besogne, mais nous sommes en avance sur notre échéancier. Nous ne pouvons pas dévier de notre direction en ce qui concerne les finances publiques, et nous ne le ferons pas. Ce n'est pas le moment de laisser aller les progrès remarquables que nous avons faits au cours des quatre dernières années. Je veux être le premier ministre dont le gouvernement jettera les bases d'une économie forte et d'une société forte pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, nous pouvons dire que la lumière au bout du tunnel apparaît de plus en plus vive. Cela signifie que nous ne sommes plus forcés de nous limiter à faire des choix difficiles quant aux coupures à effectuer. Nous avons maintenant la liberté et la possibilité de faire des choix quant à la manière dont nous investirons en prévision du XXI<sup>e</sup> siècle. Les Canadiens et Canadiennes doivent maintenant décider quel genre de pays ils veulent bâtir avec les fruits de notre effort collectif pour rétablir la santé de nos finances publiques. Et ces choix iront au cœur même des valeurs auxquelles nous tenons comme société.

J'ai fait allusion tout à l'heure au courage dont M. Pearson a fait preuve pour transformer notre pays. La tâche n'est pas plus facile maintenant qu'elle ne l'était à son époque. M. Pearson s'est appliqué à concilier les points de vue et les attitudes très disparates d'un pays aussi vaste que le nôtre. Il croyait à la collaboration entre les gouvernements; il parlait toujours du fédéralisme coopératif; son succès a tenu au fait qu'il franchissait une étape solide à la fois. Parce que gouverner est difficile et parfois imprévisible, il avançait parfois de deux pas et régressait d'un, ou même s'engageait sur une voie parallèle. Mais il parvenait toujours à son but. Cette leçon, je l'ai apprise de lui, je l'applique au gouvernement du pays et je continuerai à l'appliquer dans les années à venir.

Tout comme nous avons apporté des changements fondamentaux à la gestion économique du pays, nous avons redoublé d'efforts, en particulier depuis le référendum tenu au Québec, pour assurer le fonctionnement harmonieux du Canada. Cela veut dire chercher à

résoudre les problèmes de toutes les provinces et de toutes les régions, et non pas seulement de la Colombie-Britannique, ou des Provinces atlantiques, non pas seulement de l'Ontario, ou du Québec, ou des Prairies, mais de tout le Canada. Renforcer et unir le Canada sont une tâche quotidienne. Et nous apportons des changements très importants sans faire de bruit, pratiquement, un à un, mais, par-dessus tout, avec succès. En voici dix exemples.

Un : les ententes sur la main-d'œuvre conclues avec le Québec, l'Alberta, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve; Deux : l'entente sur les pêches avec la Colombie-Britannique; Trois : l'entente sur la résidence avec la Colombie-Britannique; Quatre : l'entente avec l'Alberta sur la protection de la Loi canadienne sur la santé; Cinq : l'entente avec toutes les provinces afin d'établir une prestation fiscale nationale pour enfants destinée à réduire la pauvreté des enfants; Six : Équipe Canada, les trois missions commerciales les plus fructueuses de l'histoire du Canada, qui ont réuni le premier ministre du Canada, les premiers ministres provinciaux et des représentants du secteur privé afin de rechercher des marchés à l'étranger et de créer des emplois au pays; Sept : la toute première entente sur le commerce intérieur entre les provinces; Huit : l'entente visant à réviser et à maintenir le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec pour en assurer la viabilité à long terme; Neuf : l'entente avec les provinces sur l'harmonisation en matière d'environnement; Dix : la résolution relative à la société distincte adoptée par la Chambre des communes.

Ce sont là seulement dix exemples. Et je n'ai rien dit de la loi qui accorde à chaque région un veto sur les modifications constitutionnelles. Ni de la limitation du pouvoir fédéral de dépenser. Ni de la clarification des rôles et des responsabilités des gouvernements dans des domaines comme le logement social, les mines et les forêts. Ni du transfert canadien pour la santé et les programmes sociaux. Rien de cela n'est spectaculaire : ce n'est pas mon genre. Mais, tout comme nos réformes économiques et sociales nous mettent en bonne posture pour profiter des occasions qui seront offertes au XXI<sup>e</sup> siècle, notre collaboration avec les provinces pour réviser le fonctionnement de notre pays fait que nous aborderons le nouveau siècle avec une approche du gouvernement à la fois moderne et tournée vers l'avenir.

Maintenir l'unité du Canada est la tâche et la responsabilité la plus importante d'un gouvernement national et d'un premier ministre. J'ai passé ma vie à bâtir ce pays. J'ai passé ma vie à travailler pour que mes concitoyens et ma province puissent en être des partenaires à part entière, et puissent apporter une pleine contribution à ce pays qui couvre un continent. J'ai passé ma vie à m'efforcer de faire de ce pays une terre offrant des perspectives d'avenir à tous. J'ai passé ma vie à travailler pour unir ce pays. On prononcera beaucoup de discours et on prendra beaucoup d'engagements au cours des jours et des semaines à venir. Je veux conclure aujourd'hui en disant simplement ceci : de tous les engagements que je prendrai, il y en a un qui l'emporte sur tous les autres mis ensemble. Cet engagement est le suivant : j'entends consacrer toutes mes énergies à travailler, avec le soutien de mes collègues et de mes concitoyens, à maintenir l'unité de notre merveilleux pays et à en faire un modèle pour le monde.